

2026-09-24-14 : Révision des montants de la base d'imposition minimum de la cotisation foncière des entreprises

L'an deux mille vingt six, le vingt quatre septembre à 19 heures 30, en application des articles L.5211-2 et L. 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Vallées du Haut-Anjou, sous la Présidence de Monsieur Nooruddine Muhammad, Président.

Département de Maine-et-Loire

Arrondissement de Segré-en-Anjou-Bleu

Membres en exercice :48
Membres présents :36
Pouvoirs :8
Quorum :25
Votants :44
Votes pour :44
Votes contre :0
Abstention :0
Date de convocation : 18/09/2026
Date d'affichage: 28/09/2026

Étaient présents :

Pierre-Pascal BIGOT, Nicolas GUYOT, Gaëlle TROTTIER, Jean PAGIS, Jacqueline COTTIER, Liliane COURTIN, Marie-Josèphe BOUÉ, Yamina RIOU, Claudia MOISSON, Jérôme GUYOT, Pascal CRUBLEAU, Frédérique LEHON, Juanita FOUCHER, Vincent REBILLARD, Bénédicte ANGLES, Jérôme DELOIRE, Etienne GLÉMOT, Vincent VIGNAIS, Amélie PAQUEREAU, Arnaud GUEUDET, Nooruddine MUHAMMAD, Rodolphe BORDRON, Anne BORDRON, Véronique LANGLAIS, Marie-Laure TEMPLÉ, Jean-Pierre BOISIAUD, Alain CHOLLET, Rachel SANTENAC, Brigitte OLIGNON Emmanuel CHARLES, Joël ESNAULT, Maryse GUEMAS, Christelle LAHAYE, Catherine BELLANGER-LAMARCHE, Jean-Pierre BRU, Mireille POILANE

Étaient excusés :

Claire VIAL, Laura CLEMENT, Steeve CHAILLOUX, Bastian GENTE, Jean-François PERDRIAU, Nelly GUERIN, Antoine MICHEL, Marina GATE, Jacques MATHIEU, Jean-Yves CHATILLON, Christophe SAISON, Gilles HAMON

Pouvoirs :

Laura CLÉMENT donne pouvoir à Nicolas GUYOT, Steeve CHAILLOUX donne pouvoir à Claudia MOISSON, Bastian GENTE donne pouvoir à Liliane COURTIN, Jean-François PERDRIAU donne pouvoir à Jean-Pierre BOISIAUD, Nelly GUÉRIN donne pouvoir à Emmanuel CHARLES, Antoine MICHEL donne pouvoir à Christelle LAHAYE, Marina GATÉ donne pouvoir à Mireille POILANE, Jacques MATHIEU donne pouvoir à Jean-Pierre BRU

Secrétaire de séance : Jean PAGIS

Accusé de réception en préfecture
049-200071868-20260924-2026-09-24-14-DE
Date de réception préfecture : 28/09/2026

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

SUR proposition du Président ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général des impôts, notamment son article 1647D ;

VU les statuts de la Communauté de Communes des Vallées du Haut Anjou ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2017-06-22-20DE en date du 22 juin 2017 relative à la cotisation minimale de la cotisation foncière des entreprises ;

VU l'axe du Projet de Territoire dit « Renouveler la gouvernance et poursuivre l'ouverture aux acteurs du territoire » ;

VU l'engagement de la labellisation Lucie 26000 « Mettre en place une gouvernance responsable » ;

CONSIDERANT que la CFE constitue l'une des principales ressources fiscales de la Communauté de Communes et son montant s'est élevé à 1, 487 million d'euros en 2025, soit 13 % du montant du budget d'intervention de la Communauté de Communes ;

CONSIDERANT que les montants minimum au titre de cet impôt en vigueur au sein de la CCVHA sont globalement largement inférieurs à ceux en vigueur au sein des autres communautés de communes du département, cela s'expliquant par :

- une base d'imposition la plus faible du département pour les quatre tranches les plus élevées ;
- un taux d'imposition plus faible ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que les montants actuels de la base d'imposition minimum de la CFE présentent certaines incohérences en raison de l'application d'une cotisation d'imposition minimum identiques pour les quatre dernières tranches de chiffre d'affaire ou de recette annuelle ;

CONSIDERANT la proposition de procéder à une révision des montants de la base d'imposition minimum de la CFE dans un double objectif de :

- rétablir une certaine cohérence et assurer une équité fiscale entre les contribuables ;
- améliorer les ressources fiscales de la CCVHA ;

CONSIDERANT que la proposition de révision se traduirait par :

- un maintien de la base d'imposition des deux premières tranches ;
- une augmentation du montant de la base d'imposition des quatre dernières tranches telle que définie ci-dessous ;

ENTENDU l'exposé de Madame COURTIN, rapporteur,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans les deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.

Accusé de réception en préfecture
049-200071868-20260924-2026-09/24-14-DE
Date de réception en préfecture : 28/09/2026

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité, décide :

- De retenir la base suivante pour l'établissement de la cotisation minimum ;
- De fixer le montant de cette base à 582 € pour les contribuables dont le montant hors du chiffre d'affaires ou des recettes est inférieur ou égal à 10 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 1 161 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffres d'affaires ou des recettes est supérieur à 10 000 € et inférieur ou égal à 32 600 € ;
- De fixer le montant de cette base à 1 816 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffres d'affaires ou des recettes est supérieur à 32 600 € et inférieur ou égal à 100 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 2 688 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffres d'affaires ou des recettes est supérieur à 100 000 € et inférieur ou égal à 250 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 3 966 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 250 000 € et inférieur ou égal 500 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 5 187 € pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 500 000 € ;
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document utile à l'application de la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre

Fait et délibéré en séance
le 24 septembre 2026
au Lion d'Angers,

Nooruddine Muhammad

Président

Jean Pagis

Secrétaire de Séance



Accusé de réception en préfecture
049-200071868-20260924-2026-062314-DE
Date de réception préfecture : 28/09/2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans les deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.